

dables, ce qui ne les empêche nullement de les signer. Là, naturellement, est la ruse : car sous des préoccupations hautement sociales et morales, sous une phraséologie révolutionnaire de gardes rouges du carrefour Mabilion, sous la condamnation à mort de l'art prononcée d'un peu partout trois fois par semaine, nous sommes témoins d'un étrange phénomène : le déplacement de la valeur marchande du produit sur le producteur. Celui-ci, en produisant du non-consommable, devient d'une certaine manière produit de consommation, personnage vedette. Duchamp a probablement élaboré les règles de ce jeu, mais il était le premier, il était le seul, il avait de la patience et, je suppose, il lui était indifférent de gagner ou de perdre.

Ces réflexions visent, je le répète, la partie « occidentale » de cette Biennale. Michel Claura, ici même, la semaine passée, a eu raison d'en séparer les envois du reste du monde où nous ne sommes pas sûrs que nos critères valaient. Quand ce ne serait que nos surprises qui sont peut-être des ignorances. Mais tout de même, pour ce qui est de la création d'un

espace, allez regarder Vinod Shah, dans la sélection de l'Inde : *Moi et ma ville*, un carré de 75 cm de côté, encre et peinture à l'eau, qui ridiculise, en passant, nos sacro-saintes distinctions entre figuratif et abstrait...

Certes, dans la partie occidentale de la Biennale, on sent parfois une envie saine de tuer l'art moderne. Et pourquoi pas ? Tout le problème, comme après Dada, est de dépasser la négation, de construire. Ce n'est pas l'intention polémique, si généreuse soit-elle, qui y parviendra, mais bien le travail, la patience de vivre le temps de l'art. C'est une rencontre, parmi d'autres, entre Tzara qui pensait que ce qui importe dans la poésie, c'est qu'elle soit vécue — et même une image, pour être valable, doit être ressentie et vécue, et Marx. Au témoignage d'Engels, contrairement à ceux qui croient que leur production intellectuelle est toujours assez bonnes pour les ouvriers, Marx considérait que ses meilleures choses n'étaient pas encore assez bonnes pour les ouvriers et il regardait comme un crime d'offrir aux ouvriers quelque chose d'inférieur à tout ce qu'il y a de mieux !

II. Surréalisme et stalinisme

À part cela, le livre de Schuster que j'ai évoqué, ces *Batailles pour le surréalisme*, comme dit le sous-titre, sont beaucoup plus rétrospectives qu'on pourrait le croire, surtout après le texte du *Monde* que je citais l'autre semaine. On a l'impression, à le lire, qu'il ne s'est rien passé depuis le Congrès de Kharkov et la rupture avec Aragon au début des années 30. Je puis comprendre, je crois, le souci de fidélité, disons à Breton, qui anime Schuster et qu'il rêve de la naissance de ce mouvement plus émancipateur qu'envisageait Breton en 42. Il reste que son livre passe, à mon sens, à côté de ce qui change en profondeur dans l'expérience actuelle de la révolution. Tout ramener à la période stalinienne ne fait pas seulement fi du processus réel de déstalinisation, mais surtout revient à ignorer tout ce qui est hors du champ stalinien : la révolution scientifique certes, mais aussi tout ce qui avait été alors châté dans Marx et qui n'est pas chez Trotski.

Certes, se demander si le surréalisme aurait gardé son unité, dans l'hypothèse où le stalinisme n'aurait pas existé, relève de la dissertation académique. Le comportement d'un Eluard suffit à le montrer, qui était aux côtés de Breton en 32 pour être aux côtés d'Aragon en 42, ce qui ne veut pas dire qu'il ne faudra pas

faire aussi, dans ce domaine, le bilan du stalinisme, des procès de Moscou, comme Goldstücker l'a tenté en ce qui concerne les écrivains tchécoslovaques dans son entretien avec Liehm que nous avons publié l'autre année (2). Un semblable bilan est indispensable à une évaluation sérieuse des rapports entre l'art et la révolution chez nous, mais il ne saurait être gratuit. Ce n'est pas un hasard si Goldstücker a été conduit à le dresser au lendemain du IV^e Congrès des écrivains tchécoslovaques, dans la crise de l'automne 67.

Je crois qu'on prend la vraie mesure du problème ainsi posé dans un livre magistral qui vient de paraître chez Rowohlt, *Erinnerungen und Reflexionen*, Souvenirs et réflexions d'Ernst Fischer, dont j'espère que nous connaissons un jour une traduction française. L'auteur de *La Nécessité de l'art* — publié chez nous en 1965 par les Editions Sociales — a vécu en intellectuel et aussi en dirigeant politique les années cruciales de l'avant-guerre. Son témoignage sans complaisance va vraiment au fond des choses. C'est une des tentatives les plus lucides que je connaisse de comprendre le système, d'en analyser les effets sur soi et sur les autres, non pour la révolution ou le socialisme, mais pour l'étude objective, scientifique du stalinisme.

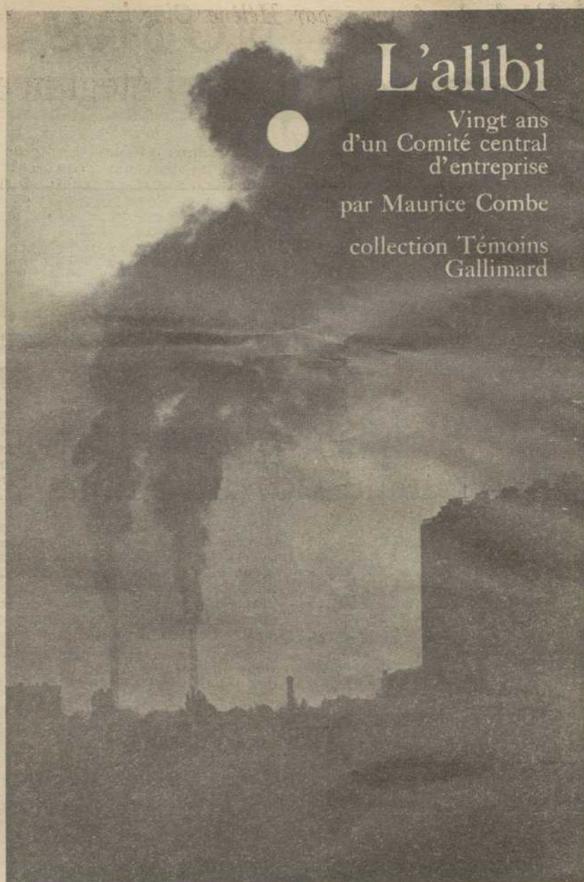
III. "L'alibi" (3) ou vingt ans d'un comité central d'entreprise

LA politique prise à sa source, dans les rapports de production. La politique au sens fort de pratique des relations humaines. L'auteur de ce témoignage est aussi un intellectuel, un prêtre, licencié es lettres. En 1949, à vingt-cinq ans, il décide de s'inscrire au Centre de formation professionnelle accélérée pour adultes. Il n'entra pas dans la production en spectacle mais sera, saura être un salarié parmi les autres. Je crois la biographie du prière d'insérer assez explicite sur ce point : *Ajusteur d'entretien pendant quinze ans, suit toute la filière des responsabilités syndicales pour être finalement délégué au Comité central d'entreprise*. L'entreprise en question est une des plus grandes sociétés métallurgiques du centre de la France. Elle n'est jamais désignée. Mais cette abstraction voulue donne au témoignage une dimension générale, hors de l'anecdote.

C'est d'ailleurs le souci de l'auteur de ne pas laisser réduire son propos par des détails superflus, ou de la couleur locale. Et il a gagné. De ces vingt années, il a su extraire et l'essentiel et la qualité vécue saisis à vif dans les procès-verbaux mêmes

des discussions. Mais les procès-verbaux corrigés. C'est dire que ce livre écarte délibérément l'anecdotique, l'accidentel, les aveux surpris, pour se fonder sur le seul texte faisant foi, sur la forme définitive qu'on désire donner à sa pensée, pour reprendre les termes du président de la société considérée. Ce qui pourrait paraître comme une gageure sur le plan de l'intérêt de lecture s'avère au contraire une étonnante réussite : les dialogues consignés prennent leur véritable poids, une violence d'autant plus âpre et impitoyable qu'elle est enchaînée et à froid. La lutte des classes est ici mise à nu par la politesse même et la retenue du langage. Elle est dite dans son langage.

Sans doute fallait-il, pour l'entendre en même temps de l'intérieur et de l'extérieur, quelqu'un qui se trouve dans l'entreprise, mais avec la situation particulière qui est celle de Maurice Combe. Dans l'entreprise, et intégré au point de mériter la confiance de ses camarades de travail et de syndicat jusqu'à accéder à cette délégation importante. Mais, en même temps, capable de s'abstraire et de réfléchir toute l'expérience dans un autre système de valeurs et de cri-



L'alibi

Vingt ans d'un Comité central d'entreprise

par Maurice Combe

collection Témoins Gallimard

tères. Je n'ai aucune qualité pour apprécier la façon dont ce témoignage reflète l'activité syndicale et il est possible qu'il prête à discussion de ce point de vue dont on ne saurait sous-estimer l'importance pour un tel sujet. Mais ces discussions ne sauraient mettre en cause, à mon sens, ce qui me paraît le succès essentiel de cette enquête : la mise en évidence du langage du maître de forges et, face à lui, du langage des militants ouvriers. Le langage des rapports de force au Crusot, dans la France de ce milieu du XX^e siècle.

J'en voudrais donner un exemple pour ainsi dire dépersonnalisé, mais d'autant plus significatif. Dès que le principe d'un accord d'entreprise fut acquis, rapporte Maurice Combe, les délégués furent convoqués à une réunion préliminaire. Ils s'y présentèrent en apportant « l'inventaire des questions qu'ils voulaient voir réglées dans un accord d'entreprise ». La rédaction en avait été soigneusement établie par les syndicats et affichée dans tous les établissements. Ce texte fut lu et commenté en présence du représentant de la direction qui prit lui-même des notes. Il en fit un compte rendu qu'il envoya aux délégués mandatés : on pouvait supposer que ce texte était le reflet de ce qui s'était dit. Or l'intitulé de ce compte rendu était devenu « Liste des questions dont les délégués ont demandé l'étude dans le cadre de l'accord d'entreprise ». Par un léger glissement de sens, on passait de l'idée de règlement à celle d'étude, ce qui laissait craindre que les questions n'aient pas été reçues telles qu'elles avaient été présentées.

Et Maurice Combe de confronter terme à terme l'original et le compte rendu de la direction. *Promotion des jeunes en veillant à ce qu'ils soient autant que possible utilisés dans leur emploi* devient : *surveillance des jeunes dans l'atelier ; garantie de régularité dans les salaires ouvriers* devient *stabilisation du gain mensuel des travailleurs horatés*. Enfin reconnaissance des syndicats dans l'entreprise devient reconnaissance de l'action syndicale dans l'entre-

prise. Derrière chacune de ces substitutions de mot, il y a un droit en cause et le Droit en cause. Maurice Combe élargit excellemment le problème dans sa conclusion : *ces mots forment un ensemble de tests d'où il est possible de dégager la manière même dont les valeurs sont abordées par les uns et par les autres, la dimension qu'ils leur donnent. Cette comparaison amène à faire la constatation suivante : la valeur représentée par un même mot est toujours entendue, par le patronat, dans un sens restrictif et fermé ; par les délégués, dans un sens large et ouvert. Ainsi de la notion de droit qui, pour les premiers, évoque l'idée d'une limite à ne pas franchir, pour les seconds, au contraire, l'idée d'une étape à dépasser.*

C'est précisément parce que ce livre dépasse les faits bruts, les comportements, les réalités économiques et sociales dont il est nourri, par cette réflexion sur le langage, que sa portée ne se laisse pas réduire à son interprétation immédiate. Ce qui est saisi, au bout du compte, face à la pensée patronale, c'est l'élaboration de la pensée transformatrice de ce monde. Ses formulations successives, ses imprécisions mêmes, toute une genèse qui n'est pas seulement émouvante, souvent angoissante, mais d'une prodigieuse richesse tant créatrice que critique. Ce livre est un documentaire dans la plus haute acception que le cinéma ou la télévision aient pu donner au terme parce que l'écriture y sert magistralement à montrer et à faire entendre ce que parler veut dire.

Pierre Dix

P.S. — André Wurmser vient de renouveler — et avec le même bonheur — la gageure de réunir en un livre ces billets quotidiens qu'il donne à notre confrère *l'Humanité*. Ai-je besoin de dire à nos lecteurs que *Mais, dit André Wurmser*, qui vient de paraître aux Editions Françaises Réunies, n'est pas seulement un tour de force mais la transmutation de l'actualité en moralité durable.

(2) Le recueil de ces entretiens doit paraître prochainement chez Gallimard avec une préface de Sartre.

(3) Gallimard, collection Témoins.